

Sommaire

Booster l'économie

Deux ministères au cœur du dispositif p3

Promotion des PME

Les initiatives se multiplient p4

Entrepreneuriat féminin

Le PNUD s'implique davantage p5

Shell Gabon

Les emplois seront maintenus p6

Mboukou

Les ambitions d'Olam p7

BTP

Arab Contractors lorgne sur le Gabon p8



1ère Session du Haut Conseil pour l'Investissement

p.2

La relance économique en toile de fond

1ère Session du Haut Conseil pour l'Investissement

La relance économique en toile de fond

Publié le 08 mars 2017
www.ledefigabon.com

Sous la présidence du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, la 1ère Session du Haut Conseil pour l'Investissement a vu la participation des membres du gouvernement et des acteurs du secteur privé, économique et financier.

Restaurer la confiance des milieux d'affaires. C'est le sens de l'engagement pris par le chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet, lors de la tenue de cette rencontre considérée comme l'un des principaux événements économiques de ce premier trimestre. A travers le HCI, il s'agit de donner corps à un véritable « dialogue public-privé et promouvoir des partenariats fructueux. »

A l'entame des travaux, le chef de l'Etat a situé le cadre des échanges et réaffirmé sa vision politique de la transformation économique du Gabon par l'investissement.

Le Premier ministre et en même temps patron du Comité Interministériel préparatoire au Haut Conseil pour l'Investissement a, pour sa part, dressé le bilan des travaux qui se sont déroulés une dizaine de jours durant en sessions spécialisées.

Le chef du gouvernement a indiqué à cette occasion, toute l'importance que revêt le Plan de



Relance Economique initié dans ce contexte de décélération de la croissance. Il a ainsi plaidé pour une impérieuse nécessité pour notre pays de sortir de cette crise, afin de rendre attractif le cadre et l'environnement des affaires.

Les grands axes de ce Plan de Relance Economique ont été présentés pour l'occasion : l'accélération de la question du traitement de la dette publique ; la restauration de l'orthodoxie budgétaire ; l'amélioration du fonctionnement du système judiciaire ; la modernisation du cadre de l'investissement, du réinvestissement et du dispositif de financement de l'économie ; la modernisation de la fiscalité parallèle au renforcement de l'encadrement de la parafiscalité.

La prise en compte des préoccupations des employeurs dans les amendements envisagés lors de révision du code du travail ou du code de la sécurité sociale a aussi été mise en avant. Autant de mesures qui pour le gouvernement devraient améliorer la compétitivité du pays, favoriser la création d'emplois et relancer la croissance.

Booster l'économie

Publié le 09 mars 2017
www.ledefigabon.com

Deux ministères au cœur du dispositif



Le chef de l'Etat gabonais a profité de la tenue, ce lundi, du conseil des ministres, pour pousser l'exécutif à se retrousser les manches après « avoir constaté un ralentissement de l'action gouvernementale globale ». Ali Bongo Ondimba a exhorté les membres du gouvernement à une plus grande implication dans leurs actions tant individuelles que collectives, en vue d'accélérer la mise en œuvre du projet de société sur la base duquel il a été réélu en août 2016, et de répondre ainsi aux attentes de la population.

Le président de la République a, tout autant, rappelé aux membres du Gouvernement ministres l'impérieuse nécessité de redoubler d'efforts en vue de favoriser la relance de l'économie, d'explorer des nouvelles opportunités sources de croissance diversifiée, de lutter contre les abus et gaspillages. La solidarité gouvernementale a aussi fait partie des sujets abordés par le chef de l'Etat qui a souligné que « les ministres n'ont pas vocation à exprimer des opinions personnelles sur l'action du gouvernement, ni à avoir des états d'âme. Ils doivent au contraire mobiliser toute leur énergie à faire réussir l'action gouvernementale qui est, avant toute chose,

une action collective, pour le bien du peuple gabonais ».

Dans ce même ordre d'idée, le président a appelé l'ensemble des membres de l'exécutif à s'impliquer pleinement dans le dialogue politique qui va s'ouvrir. A noter en outre que le communiqué publié à la suite du conseil des ministres a rappelé que de nombreuses mesures visant à l'amélioration des conditions de vie des Gabonaises et des Gabonais ont été prises. Parmi les actions citées : la préservation du pouvoir d'achat des compatriotes, le relèvement des allocations familiales, l'augmentation de l'ordre de 30 % des salaires dans la fonction publique, la prise en charge des populations économiquement faibles par la CNAMGS, pour ne citer que ces quelques exemples.

Malgré tous ces efforts consentis par le contribuable en période de crise économique, certains compatriotes n'assurant pas régulièrement la charge pour laquelle ils perçoivent une rémunération, font dans le déni, la surenchère et la politisation de l'école gabonaise. Et le gouvernement de condamner ces comportements et en rappelant que la liberté syndicale ne peut s'exercer que dans le respect des textes en vigueur.

Promotion des PME

Publié le 06 mars 2017
www.ledefigabon.com

Les initiatives se multiplient



Vers le milieu du mois dernier, une séance de travail a vu la participation de l'équipe du ministère en charge des PME et les experts du FMI en mission au Gabon. Pour cette institution, la situation monétaire de notre zone économique, la CEMAC, nous impose d'accélérer les réformes en cours.

L'enjeu est de diminuer les importations, de mieux gérer le paiement de notre dette extérieure (renégociation) pour diminuer la pression sur nos réserves de change et au contraire les renforcer par une production locale de qualité, compétitive et exportable.

Il nous faut ainsi accélérer le rythme de la diversification de notre économie et le développement de l'entrepreneuriat en apportant des solutions efficaces en faveur de l'expansion des PME. Les axes stratégiques des actions déjà identifiées dans ce cadre ont été discutés.

Et on remarque que ces dernières semaines, les initiatives se multiplient afin de booster le secteur privé en général et la petite et moyenne entreprise en particulier. Le service de communication du ministre Biendi Manganga Moussavou ne manque pas de partager les informations sur le sujet.

On sait ainsi que, dernièrement, la société KPMG, représentée par son directeur Monsieur Tabo, a été mandatée par la Chambre de commerce pour l'accompagnement de la mise en œuvre de la bourse de sous-traitance, afin de formaliser les marchés pour nos PME. Des échanges ont eu lieu sur la structuration de façon organisationnelle et juridique de cette entité.

Peu de temps avant, le ministre a eu une rencontre avec le représentant résident de la Banque Africaine de Développement, Ali Lamine Zeine qui « a permis de mettre en évidence les axes stratégiques en faveur des PME et de l'Entrepreneuriat national, qui pourraient être soutenu par les programmes d'appui de la BAD ».

Axes, qui devraient permettre de contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités sociales par la diversification des piliers de croissance et la création de richesses et d'emplois durables.

Autre initiative qui a marqué l'actualité entrepreneuriale de ces derniers temps, le lancement de la start-up SCIENTIA dans le secteur du numérique, à l'Espace PME. Un événement largement médiatisé qui a vu la présence du ministre d'Etat en charge du Numérique, Bilie By Nze.

Des dirigeants de Total Marketing Gabon, du Coordinateur du Bureau Régional de la FAO et de Radia Guarrigues (JA Gabon et Espace PME) ont aussi été à cette cérémonie qui place les incubateurs sectoriels au centre du dispositif de développement de l'entrepreneuriat au Gabon.

Entrepreneuriat féminin

Le PNUD s'implique davantage

Publié le 02 mars 2017
www.ledefigabon.com

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) appuie les initiatives en faveur de la promotion de l'entrepreneuriat féminin au Gabon. D'autant que, dans le pays, cette organisation onusienne est actuellement représentée par une femme très active.

Pour Marie Evelyne Petrus Barry, Représentante résidente du PNUD au Gabon, l'appui destiné à la gent féminine est naturel, surtout en ce moment de célébration de la Décennie de la femme gabonaise, qui s'étale de 2015 à 2025. Sans compter le rôle économique que la femme peut jouer.

« Les entrepreneures féminines méritent particulièrement le soutien de tout un chacun, notamment dans un contexte marqué par la nécessité de diversifier l'économie du pays », a affirmé de son côté un autre cadre du bureau de représentation du PNUD à Libreville.

Durant quelques jours, le salon «Antô Business» organisé par l'association féminine Golden Women constitue ainsi une occasion pour le PNUD de montrer son implication dans le processus de soutien à l'entrepreneuriat féminin au Gabon.

Etant donné que les droits Humains, le développement, la paix et la sécurité constituent les axes principaux d'intervention du système des Nations Unies au Gabon, l'appui à l'entrepreneuriat féminin n'est pas surprenant.

Le Gabon compte plus de femmes que d'hommes actuellement sur son territoire. La prise en compte de l'autonomie et du renforcement de capacité des femmes entrepreneures s'avère naturellement incontournable. D'autant que parmi les femmes qui vont participer activement au salon «Antô Business», il y en a celles qui vont juste démarrer des projets. Et cette initiative pourrait constituer un tremplin pour elles.





6

Shell Gabon

Les emplois seront maintenus

Publié le 11 mars 2017
www.ledefigabon.com

On connaît depuis un certain temps la décision de cession des actifs de Shell Gabon au nouveau repreneur Carlyle International Energy Partners. Et la compagnie a tenu à remercier les autorités gabonaises pour le soutien qu'elles ont apporté dans le cadre de ce processus.

Une décision qui a été prise, selon Shell Gabon, après examens avec les partenaires sociaux et les dirigeants de l'entreprise et qui va aboutir à la mise en œuvre d'un plan social et le maintien des emplois. Engagement sur laquelle le gouvernement accorde une grande importance pour la préservation de la paix

sociale dans notre pays.

A savoir que le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet a reçu le 9 mars dernier le Président Directeur Général de Shell Gabon, Osayande Igiehon et le Vice-Président Nigéria et Gabon du Groupe Shell, Peter Costello. Des sujets d'intérêt commun étaient au centre de leurs discussions.

Le P-DG de Shell Gabon a présenté au chef du gouvernement les investissements majeurs réalisés par l'entreprise en 2016 et les activités réalisées en termes de responsabilité sociale de l'entreprise.

Dans ce sens, on peut citer la finalisation de la route Loubomo-Mougagara qui relie la ville de Gamba au réseau routier national. Ce qui a permis de doubler le trafic routier sur cette ville avec une importante réduction du prix des produits de consommation courante.

Monsieur Osayande Igiehon a évidemment présenté aussi les avancées relatives au projet de cession des actifs de Shell Gabon. A cet effet, il a informé Emmanuel Issoze Ngondet de la mobilisation de la compagnie et de son personnel afin d'assurer une transition efficace dans l'intérêt de toutes les parties prenantes.

Mboukou

Les ambitions d'Olam

Publié le 10 mars 2017
www.ledefigabon.com

Gâce à son usine de production d'huile de palme rouge sur le site de Mboukou, dans le département de Tsamba-Magotsi (nord de la province de la Ngounié), à 19 km de Mouila, Olam vise un volume de production de 90 tonnes par jour et veut faire du Gabon le leader africain du secteur.

Récemment, une délégation ministérielle a visité cette usine du géant singapourien en vue des préparatifs de la cérémonie de son inauguration par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba. Des informations recueillies sur le site par l'agence AGP, il ressort que sur 100.000 hectares de plantations, la société a déjà planté pour 38 300 ha, 5000 ha sont en cours de planting.

Elle emploie près de 5.365 ouvriers agricoles gabonais dont 1672 femmes, lesquels (agents) reçoivent l'expertise technique des asiatiques, spécialistes dans les palmiers à l'huile.

Le projet a été lancé en 2012 et la palmeraie de Mboukou a démarré sa première phase de récolte il y a plus de huit mois déjà soit 7 100 tonnes de noix de palme récoltées et transformées en huile rouge, un produit très recherché dans le monde pour la fabrication des produits dérivés de l'industrie alimentaire et cosmétique.



Sur le plan social, Olam Palm Mouila compte atteindre le nombre de 2 400 logements d'assistance pour ses agents de maîtrise et autres sur les sites de Mboukou (dans le département de Tsamba-Magotsi), Mandji (Ndolou) et Moutassou (Douya-Onoye).





BTP Arab Contractors lorgne sur le Gabon

Publié le 09 mars 2017
www.ledefigabon.com

Des représentants de la société égyptienne de BTP, Arab Contractors, étaient en discussion avec les autorités gabonaises afin d'établir des possibilités de collaboration. Une visite qui marque la concrétisation de la décision des dirigeants des deux pays de raffermir leurs relations économiques.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures, Jean-Pierre Oyiba, et quelques membres de son équipe avaient des échanges qualifiés de fructueux avec la délégation d'Arab Contractors, conduite par Ibrahim

Mabrouk, directeur du secteur Afrique de la société égyptienne.

Au Gabon, c'est la construction et la réhabilitation de routes qui suscitent l'intérêt du groupe. Déjà présente dans une vingtaine de pays en Afrique, Arab Constructors, tient à jouer un rôle crucial dans un pays où le gouvernement engage des efforts particuliers pour les infrastructures de base.

Divers axes ont été évoqués durant la réunion avec les représentants du ministère des Travaux publics, notamment les tronçons Franceville-La Leyou, dans la province du Haut-Ogooué, Ntoum-Cocobeach (Estuaire), Ovan-Makokou, Boué-Koumameyong (Ogooué Ivindo) et Alembe-Lastourville (Moyen-Ogooué-Ogooué-Lolo).

La partie gabonaise va privilégier le partenariat public privé pour assurer le financement des travaux qui seront réalisés par Arab Contractors. Grâce à ses expériences sur le continent africain, avec environ un total de 60 000 employés et quelque 2,8 milliards de dollars de chiffre d'affaires, le groupe égyptien apportera un nouveau souffle au secteur BTP au Gabon.

D'autant que le ralentissement des activités dans le secteur en Egypte constitue une opportunité pour le groupe de se concentrer sur ses activités dans les autres pays du continent ou sous d'autres cieux.